

Analyse

La crise remet en cause le savoir et le statut des économistes

vendredi 4 septembre 2009, par [LEMAITRE Frédéric](#) (Date de rédaction antérieure : 4 septembre 2009).

N'en déplaise aux républicains que nous sommes, c'est à la reine d'Angleterre que nous devons la question la plus pertinente posée jusqu'ici sur la crise financière. « *Comment se fait-il que personne ne l'ait prévue ?* », a-t-elle demandé, fin 2008, lors d'une visite à l'influente London School of Economics. La question eut le mérite d'ouvrir outre-Manche un débat public qui, chez nous, n'a malheureusement pas encore émergé.

Il a fallu plus de six mois pour qu'un groupe d'éminents économistes britanniques fasse parvenir la réponse à Buckingham Palace, mais, depuis juillet, la reine sait. Elle sait que « *l'échec à prévoir la date, l'importance et la gravité de la crise et à endiguer celle-ci, bien qu'il y ait de nombreuses causes, était surtout un échec de l'imagination collective de nombreuses personnes brillantes, dans ce pays et à l'étranger, à comprendre les risques du système, dans son ensemble* ». D'autres ont été moins diplomates. Pour Paul Krugman, Prix Nobel d'économie 2008, ces trente dernières années, la macroéconomie « *avait au mieux été spectaculairement inutile, au pire carrément nuisible* », selon des propos rapportés par *The Economist* (du 16 juillet).

Il est dommage qu'un tel débat soit réservé aux initiés. Après tout, les économistes constituent sans doute la profession qui a le plus d'influence sur les hommes politiques et donc sur nos vies. Depuis deux siècles, ils tentent de nous convaincre que leur discipline est aussi sérieuse que la physique ou la chimie. Et si Alfred Nobel n'avait pas prévu de lui décerner de prix, la Banque de Suède a obtenu en 1968 le droit de créer le « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel » vite devenu le « Nobel d'économie ». Pour les intéressés, rien de plus normal. Le dernier ouvrage de Pascal Salin, enseignant à Paris-Dauphine et libéral convaincu, en dit long sur l'état d'esprit de la profession. Son titre ? *L'économie ne ment pas* (Fayard, 2008). Son fil conducteur ? « *L'économie est une science ; son objet est de distinguer entre les bonnes et les mauvaises politiques.* » Parmi les dix vérités établies : « *La création de marchés financiers complexes a conduit à des progrès économiques véritables. Cette sophistication financière a facilité la répartition mondiale des risques, permettant ainsi un plus grand nombre de prises de risques, ce qui amplifie l'innovation.* »

On sourit, mais, jusqu'à la crise, cette idée était assez communément partagée. De même, bien peu remettaient en question la sacro-sainte efficacité des marchés. D'où les théories libérales appliquées un peu partout depuis une trentaine d'années. Et des partis pris, comme l'obligation faite par le FMI et l'OCDE aux pays émergents de libéraliser les marchés de capitaux. Pourtant, comme le remarque Francis Fukuyama dans la revue *The American Interest* (septembre), « *le secteur financier asiatique est l'un des moins libéralisés, mais cela ne l'a pas empêché de réaliser depuis trente ans des taux de croissance jamais atteints* ».

Logiquement, la crise devrait au moins remettre en cause la macroéconomie et l'économie financière. La première a manifestement trop cru à l'efficacité des marchés et est restée obnubilée par l'inflation sans voir la bulle des actifs financiers. La seconde, elle, est accusée d'avoir négligé la

réalité. « *Une grande partie de la littérature (économique) contemporaine est progressivement passée sous le contrôle de purs mathématiciens, plus préoccupés de théorèmes que de l'analyse du réel* », déplore l'économiste Maurice Allais dans la revue *Economie politique* (été 2009) avant de rappeler que « c'est seulement dans la voie d'un immense effort de synthèse que les sciences sociales peuvent aujourd'hui réaliser de grands progrès ».

Mais les critiques vont au-delà. Formés pour la plupart durant les « trente glorieuses », les économistes n'ont pas encore analysé l'importance prise par la finance dans les économies développées. Quand une banque est-elle réellement « trop grosse pour mourir » ? Quand fait-elle vraiment courir un risque à l'ensemble du système financier ? Quelle est la rémunération optimale d'un trader ? Est-il logique que, dans les pays occidentaux, près de la moitié des profits des grandes entreprises mondiales soit aujourd'hui réalisée par des institutions financières qui ne créent pas de richesses, stricto sensu ? Les marchés peuvent-ils s'autoréguler ou sont-ils intrinsèquement instables (thèse de l'économiste français André Orléan) ?

A ces questions, les économistes apportent peu de réponses convaincantes. Pourquoi ? Dans sa revue, Francis Fukuyama remarque : « *De nombreux économistes et professeurs de finances de business schools travaillent pour des banques d'investissement et des hedge funds, les aidant à élaborer des modèles complexes qui, rétrospectivement, se sont révélés inadéquats à prévoir les risques. Par là même, ils ont un intérêt personnel dans le succès du secteur financier qui n'est compensé par aucune incitation à penser que le secteur, dans son ensemble, détruisait davantage de valeur qu'il n'en créait.* » Une critique qui s'applique à nombre d'économistes français influents, la composition du Conseil d'analyse économique en témoigne. D'où peut-être le silence de la profession.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 05.09.09. LE MONDE | 04.09.09 | 13h32 • Mis à jour le 04.09.09 | 13h32.

* Frédéric Lemaître (Rédaction en chef). Courriel : lemaitre@lemonde.fr.